

L'économie basque à la fin du 20e siècle

Entre crise industrielle et marché européen

Alexandre Fernandez

DANS **VINGTIÈME SIÈCLE. REVUE D'HISTOIRE** 2007/3 n° 95 , PAGES 167 À 180
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 0294-1759

ISBN 9782724630695

DOI 10.3917/ving.095.0167

Date de mise en ligne : 01/08/2007

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2007-3-page-167?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

L'économie basque à la fin du 20^e siècle

Entre crise industrielle et marché européen

Alexandre Fernandez

Tout comme la Lorraine, le Pays basque espagnol (Communauté autonome d'Euskadi), vieille région industrielle, fut durement touché par la crise des années 1970-1980. Cependant, la Communauté opéra dans les années 1990 une reconversion spectaculaire, fondée sur l'ouverture à l'international, la tertiarisation et surtout l'adaptation réussie de ses vieilles industries au nouvel environnement économique. À travers l'exemple basque, Alexandre Fernandez offre un panorama des défis posés par les évolutions économiques des dernières décennies, soulignant les indispensables articulations entre les échelles régionale, nationale, européenne et mondiale.

Sans qu'il soit aujourd'hui nécessaire de démontrer à nouveau la pertinence du niveau régional pour comprendre l'histoire économique, tant dans sa globalité que dans ses particularités territoriales¹, analyser « l'ouverture internationale » d'une économie régionale n'est pas sans poser bon nombre de problèmes. Pour autant que l'on puisse établir des types régionaux de production ou de combinaison des facteurs ou bien discerner des stratégies spécifiques de conquête des marchés, les politiques monétaires, fiscales et douanières sont demeurées jusqu'à l'extrême fin du 20^e siècle du ressort des États. Néanmoins, il nous a paru intéressant de tenter d'observer l'adaptation contemporaine

à « l'économie ouverte » d'une économie régionale dont la puissance relative au cours du 20^e siècle était liée au paravent protectionniste et à l'usage réservé du marché national.

On sait combien, avec la Catalogne, le Pays basque (Biscaye, Guipúzcoa, Alava) fut depuis la fin du 19^e siècle un des principaux foyers industriels de la péninsule². Dans sa présentation synthétique de l'histoire économique de la région du milieu du 19^e siècle à 1990, Emiliano Fernández de Pinedo fait reposer la réussite de l'industrialisation – notamment en Biscaye et en Guipúzcoa – sur quatre éléments « hérités » en longue durée : le milieu physique et la situation géographique ; la tradition marchande et artisanale et l'exploitation ancienne des mines de fer ; les liens des élites locales avec les gouvernements de Madrid ayant permis la consolidation du protectionnisme sur plus d'un siècle ; le système fiscal enfin³. On sait également combien la fin du 20^e siècle fut marquée par les douloureuses reconversions dues à la crise structurelle du capitalisme industriel à l'échelle mondiale et par la nécessaire adaptation des économies à l'ouverture des échanges et aux nouvelles conditions institutionnelles créées par l'intégration européenne.

(1) Sidney Pollard (dir.), *Region und Industrialisierung*, Göttingen, Vanderhoeck & Rupprecht, 1980 ; Michel Hau, « L'histoire économique régionale », in Dominique Barjot (coord.), « Où va l'histoire économique ? », *Historiens & Géographes*, 378, 2002, p. 145-155 ; également in Patrick Verley, *L'Échelle du monde. Essai sur l'industrialisation de l'Occident*, Paris, Gallimard, 1997.

(2) Jordi Nadal et Albert Carreras (dir.), *Pautas regionales de la industrialización española (siglos XIX y XX)*, Barcelone, Ariel, 1990 ; Luis Germán, Enrique Llopis, Jordi Maluquer de Motes et Santiago Zapata (dir.), *Historia económica regional de España, siglos XX y XXI*, Barcelone, Crítica, 2001 ; malgré (ou à cause de) sa tentative de synthèse, Rafael Domínguez Martín laisse le lecteur un peu sur sa faim. (Rafael Domínguez Martín *La riqueza de las regiones. Las desigualdades económicas regionales en España 1700-2000*, Madrid, Alianza, 2002)

(3) Emiliano Fernández de Pinedo, « De la primera industrialización a la reconversión industrial : la economía vasca entre 1841 y 1990 », in Luis Germán et alii, *op. cit.*, p. 95-124.

C'est dire que certains des piliers essentiels de la réussite économique du Pays basque, comme l'extraction minière et la protection douanière, disparaissaient purement et simplement. On verra cependant que c'est en s'adossant à d'autres « héritages », parfois multiséculaires, et en les renaturalisant en fonction des enjeux contemporains, que les entreprises et les institutions basques prétendirent poursuivre au tournant du siècle leur réussite régionale.

Crise structurelle d'une région industrielle

En 1975, malgré une certaine redistribution régionale, initiée à partir de 1960 par les pouvoirs publics¹, le Pays basque demeurait l'un des deux principaux pôles industriels de la pénin-

sule. Le coefficient d'industrialisation, calculé à partir du ratio production/population active, était le plus élevé du pays (2,16) devant celui de la Catalogne (1,73) et plus de deux fois supérieur à la moyenne nationale² (document 1³). Au milieu des années 1970, l'industrie fournissait 59,4 % de la valeur ajoutée brute régionale et le produit intérieur brut par habitant était supérieur de près des deux tiers à la moyenne nationale et se plaçait juste au-dessus de la moyenne de la CEE (à six) (document 2⁴).

L'industrialisation du Pays basque avait connu deux grandes phases, de part et d'autre des deux décennies noires 1935-1955. En Biscaye, depuis la fin du 19^e siècle, s'était créée le long de la Ría du Nervión, en aval de Bilbao, une véritable ré-

	1900	1929	1960	1990
Pays basque	491	298	286	163
Catalogne	300	335	204	168
Communauté de Madrid	97	190	122	93
Espagne	100	100	100	100

1. Indices d'industrialisation.

Valeur ajoutée brute de tout le secteur industriel/population x 100.

	1940	1959	1975	1985	1999
Pays basque	162	163	133	113	119
Madrid	144	159	153	129	135
Catalogne	159	152	128	125	125
Espagne	100	100	100	100	100
Pays basque		95	109	80	98
Europe à 15		100	100	100	100

2. Produit intérieur brut par habitant.

(1) Antonio Parejo, « Industrialización, desindustrialización y nueva industrialización de las regiones españolas (1950-2000) », *Revista de historia industrial*, 19-20, 2001, p. 15-75.

(2) Albert Carreras, « La industria : atraso y modernización », in Jordi Nadal, Albert Carreras et Carles Sudrià (dir.), *La economía española en el siglo XX. Una perspectiva histórica*, Barcelone, Ariel, 1987, p. 280-312, p. 301.

(3) Antonio Parejo, *op. cit.*

(4) *Renta Nacional de España y su distribución provincial. Comparación de las Comunidades Autónomas con la Unión Europea*, Madrid, Fundación BBVA, 2000.

gion industrielle fondée sur l'extraction du minerai de fer, la sidérurgie, la métallurgie et les chantiers navals¹. L'ensemble avait été organisé par un puissant capitalisme local – un des noyaux durs du capitalisme espagnol – particulièrement présent dans les domaines bancaire (Banco de Bilbao, 1857 ; Banco de Vizcaya, 1901) et électriques (Hidroeléctrica Ibérica, fondée en 1901 et qui prend une participation majoritaire dans le capital de Hidroeléctrica Española créée en 1907 et dans d'autres compagnies à vocation régionale)². De la fin du 19^e siècle à la fin du 20^e siècle, les dirigeants de ces groupes industriels et financiers surent influencer les centres nationaux de décision grâce aux liens tissés par certaines familles, telle celle des Ybarra, avec les régimes successifs, de la monarchie alphonstine au franquisme et au-delà³. Ainsi, ils jouèrent un rôle important dans la mise en place depuis 1893 des tarifs protectionnistes puis, dans les années 1950, dans la mise en œuvre de la politique d'industrialisation par substitution des importations.

En Guipúzcoa, le modèle de développement fut quelque peu différent : l'industrialisation y fut plus diffuse, fondée sur un dense semis d'entreprises moyennes (métallurgie, papeterie). Une des singularités de la province fut la vitalité des coopératives de production, vitalité dont témoigne la création en 1956 de l'entreprise d'électroménager Ulgor (puis Fagor), base du futur

groupe coopératif Mondragón. Enfin, si l'Alava avait été tenue à l'écart de l'essor économique jusque vers les années 1960, l'industrialisation y fut ensuite intense.

On comprend alors la brutalité de la crise industrielle au Pays basque, plus forte que partout ailleurs en Espagne, au point qu'elle faillit bien faire sombrer l'ensemble de la région vers 1983-1985. De 1975 à 1985, le PIB y recula de 0,3 % par an (- 0,9 % pour le PIB par habitant), l'industrie perdit 86 000 emplois entre 1975 et 1983 (un recul de plus de 20 %) ⁴, et le chômage s'enleva, passant de 3,3 % des actifs en 1975 à 23,6 % en 1985 (25,5 % en Biscaye), soit le taux le plus élevé de l'Espagne septentrionale. Enfin, la démographie en fut affectée : le Guipúzcoa, et plus encore la Biscaye, jusque-là terres d'immigration, connurent l'inversion radicale d'un phénomène séculaire et le solde migratoire devint clairement négatif.

La richesse de la région, celle de la Biscaye tout particulièrement, reposait sur un appareil productif présentant un haut degré de spécialisation au niveau d'activités qui en Europe entrèrent dans une crise structurelle dont elles ne se relevèrent pas : en 1973, le fer et l'acier représentaient encore 13,5 % de la valeur ajoutée de l'économie basque, la métallurgie de biens d'équipement 16 % (document 3⁵).

Or, durant de trop longues années sans doute, dirigeants patronaux, administrateurs publics, hommes politiques, syndicalistes, et plus largement l'ensemble de la population ne voulurent point admettre qu'il s'agissait là non d'une crise due à une combinaison de mauvaises conjonctures, mais d'une véritable mutation économique et sociale. La prise de conscience du déclin industriel fut très difficile. Deux éléments expli-

(1) Un véritable bassin industriel au sens de René Leboutte, qui consacre d'ailleurs plusieurs pages au Pays basque dans René Leboutte, *Vie et mort des bassins industriels en Europe, 1750-2000*, Paris, L'Harmattan, 1997.

(2) Pour une présentation en français, voir Alexandre Fernandez, « De la ville à la mer : l'industrialisation de la rive gauche de la Ría de Bilbao », in *Des villes, des ports, la mer et les hommes. 124^e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques, Nantes, 1999*, Paris, Éd. du CTHS, 2000, p. 185-197 ; *id.*, « Capitalistes et créateurs d'entreprises en Biscaye, fin XIX^e-début XX^e siècles », in Jacques Marseille (dir.), *Créations et créateurs d'entreprises en Europe de la Révolution industrielle à nos jours*, Paris, ADHE, 2001, p. 437-464.

(3) Pablo Diaz Morlan, *Los Ybarra, una dinastía de empresarios*, Madrid, Marcial Pons, 2002.

(4) Fundación BBV, *Renta Nacional de España y su distribución provincial*, Bilbao, Fundación BBV, 1999.

(5) Luis German, Enrique Llopis, Jordi Maluquer de Motes et Santiago Zapata (dir.), *Historia económica de España, siglos XIX y XX*, Barcelone, Crítica, 2001, p. 582.

	<i>Pays basque</i>	<i>Communauté de Madrid</i>	<i>Catalogne</i>	<i>Espagne</i>
Agriculture	40	6	43	100
Énergie	146	41	94	100
Industries manufacturières	158	84	136	100
Construction	73	101	81	100
Services marchands	86	120	101	100
Services non marchands	71	125	66	100

3. Indice de spécialisation productive (moyenne 1980-1995).

Valeur ajoutée brute d'un secteur / valeur ajoutée totale de la région x 100.

quent ce qui ne saurait être considéré comme simple cécité devant l'inexorabilité des faits.

D'une part, la région espérait beaucoup de l'arrivée à maturité, vers le milieu des années 1970, de projets d'envergure nationale, conçus quelques années auparavant dans un tout autre contexte économique. C'était par exemple le cas du projet de « super port » présenté en 1971, en réponse à la saturation du port sur la Ría de Bilbao. Il consistait à fermer la baie en aval de Bilbao, afin de créer un grand bassin en eaux profondes et à accueillir les « super tankers », impliquant la construction de digues brise-lames et de plusieurs kilomètres de nouveaux quais. Ce projet portuaire s'inscrivait dans une logique macro-économique qui n'avait pas pour objectif de modifier les caractéristiques industrielles de Bilbao ni du Pays basque. Bien au contraire : on misait sur un développement conjoint du pétrole et de l'acier qui devait porter le trafic du port de vingt à cinquante millions de tonnes en 1982. En 1968, l'État avait décidé l'implantation d'une raffinerie de pétrole près de Bilbao, attribuée en 1971 à la compagnie Petronor, filiale de la Gulf Oil Company, et partie prenante dans le financement du nouvel avant-port – contre l'avis des ingénieurs de la Junta de Obras del Puerto de Bilbao, l'organisme gestionnaire depuis la fin du 19^e siècle,

qui auraient préféré un financement et une gestion purement publics du nouveau port. Les importations de brut étaient subventionnées¹. Il était certes question de faire face à l'augmentation de la consommation des ménages au moment où la Seat 600 puis les Renault 5 et 7 prenaient possession des routes espagnoles. Mais il s'agissait plus sûrement d'alimenter la croissance du complexe sidéro-métallurgique : si l'extraction minière locale continuait son déclin inexorable, les nouveaux équipements portuaires devaient permettre d'augmenter les importations de fer brésilien et australien, afin de porter la production d'acier à vingt millions de tonnes dès 1982. Bien que depuis le milieu des années 1960 la sidérurgie basque aussi bien que les chantiers navals aient sauvé leurs résultats financiers grâce à l'aide de l'État², on peut comprendre malgré tout qu'en 1971-1972 on ait encore espéré une croissance endogène et auto-

(1) Luis Angel Rojo, « La crisis de la economía española 1973-1984 », in Jordi Nadal *et alii*, *op. cit.*, p. 190-200.

(2) Durant le « premier plan d'action concertée » (1964-1972) la sidérurgie obtint la majeure part des crédits préférentiels concédés à l'ensemble de l'industrie espagnole ; les entreprises basques reçurent plus de 50 % des fonds destinés à la sidérurgie, dont plus de 26 % de l'ensemble pour la seule société Altos Hornos de Vizcaya (AHV) : Jordi Catalan, « La madurez de una economía industrial 1936-1999 », in José Luis de la Granja et Santiago de Pablo, *Historia del País Vasco y Navarra en el siglo XX*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2002, p. 197-223, p. 207.

centrée autour du complexe de l'industrie lourde. En revanche, on saisit moins bien l'optimisme affiché après 1976-1977, lorsqu'il aurait dû apparaître assez clairement que l'objectif de fournir la majeure partie d'une consommation nationale d'acier de vingt millions de tonnes en 1982 ne serait jamais atteint (en fait, à la suite de la chute des principales branches de la demande – automobiles et surtout chantiers navals – la consommation allait au contraire diminuer et ne s'élèverait cette année-là qu'à huit millions de tonnes)¹. En 1978, la brochure de promotion du projet portuaire destinée au grand public commandée par la Diputación de Biscaye envisageait encore un trafic de cent millions de tonnes au milieu des années 1980² ! C'est dire que l'on peinait à envisager le développement économique autrement qu'en accentuant la spécialisation industrielle de la région, de la Biscaye en particulier, cause principale, précisément, de la vigueur locale de la crise. De plus, les nouveaux chantiers navals, tout juste livrés, révélaient leur surcapacité au moment même où se conjugaient concurrence des chantiers navals du Japon et de la Corée du Sud et contraction du marché mondial.

D'autre part, dans un contexte national de transition politique vers la démocratie et d'établissement des régimes d'autonomie régionale – particulièrement sensible au Pays basque – dirigeants nationaux et régionaux poursuivirent les politiques de développement volontariste héritées des années 1960 et qui avaient hissé l'Espagne au dixième rang des pays industrialisés, un résultat auquel le Pays basque avait d'ailleurs largement contribué. Dans une logique qui ne voyait de solution que dans l'accélération et l'intensification de ce qui paraissait

avoir réussi jusque-là, les plans d'investissement engloutirent des fonds publics considérables, afin d'accroître les capacités de secteurs pourtant arrivés à maturité. L'excès d'offre qui en résulta localement aggrava les effets généraux de la crise et du second choc pétrolier. En 1980 et 1981, l'Instituto nacional de la industria (INI) dut éponger les dettes accumulées d'entreprises aussi prestigieuses que les entreprises sidérurgiques Echevarria SA et Altos Hornos de Vizcaya (dès 1976, la société avait dû renoncer au versement de dividendes), les constructions navales Astilleros Españoles, ou même Babcock & Wilcox, spécialisé dans les biens d'équipement. Au total, la sidérurgie biscayenne aurait reçu 61 % des crédits et 38 % des subventions directes au titre de l'aide aux secteurs en reconversion entre 1981 et 1985³.

À cette date, il fallut néanmoins se rendre à l'évidence. Les espérances encore affichées vers 1977-1979 s'étaient heurtées à la réalité de faits décidément têtus. Les sommes engagées par l'État et par la Communauté autonome d'Euskadi n'avaient qu'à peine retardé l'inexorable déclin d'une économie reposant sur des secteurs d'activité vieilliss, liée aux investissements et commandes publiques et dont le développement devait beaucoup à sa position dominante, voire parfois quasi monopolistique, sur le marché national. À l'heure où le gouvernement espagnol adoptait une politique résolument monétariste et s'appropriait à faire entrer l'Espagne dans la Communauté européenne, et par conséquent dans une économie internationale concurrentielle, il ne pouvait plus être question de compter sur le soutien de l'Instituto nacional de la industria, d'ailleurs dissous en 1995⁴.

(1) *Ibid.*, p. 213.

(2) Ramuntcho Pochelu, « La difficile prise de conscience du déclin du port à Bilbao 1973-1987 », mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine sous la direction de Christophe Bouneau et Alexandre Fernandez, université de Bordeaux-III, 2001, p. 23.

(3) Jordi Catalan, *op. cit.*, p. 213-214. Le Pays basque reçut également une aide très importante de l'Union européenne au titre de la reconversion des régions industrielles.

(4) Dès 1984 les subventions aux importations de pétrole furent arrêtées, décision qui n'affectait pas seulement la raffinerie de Somorrostro, mais qui modifiait sensiblement la structure des *inputs* de la plupart des entreprises locales.

Les voies basques de l'insertion économique

Les années 1980 furent marquées à la fois par le démantèlement d'une part notable de l'appareil productif régional et par une modification en profondeur de l'environnement institutionnel des entreprises basques. Ces dernières ne pouvaient plus considérer le marché national espagnol comme le territoire naturel et presque captif de leurs productions. Aussi, il n'est pas étonnant que les plus vulnérables d'entre elles furent celles qui bénéficiaient auparavant le plus nettement de marchés oligopolistiques. Parallèlement, si l'État espagnol demeurait présent, il n'était plus seul. Les entreprises avaient désormais à faire avec d'autres interlocuteurs institutionnels – au premier rang l'assemblée et le gouvernement de la Communauté autonome du Pays basque – et la législation commerciale n'émanait plus seulement des *Cortes* de Madrid mais pour une part croissante de Bruxelles, d'où une inflexion sensible des stratégies de *lobbying*, sur lesquelles il serait utile de réaliser des enquêtes.

Les plans de reconversion avaient comme mission de définir les conditions de l'assainissement d'une économie complètement déséquilibrée, en ajustant l'offre à la demande, en modifiant les critères de gestion des entreprises et en augmentant la productivité. Cela impliquait de réduire les coûts et d'alléger les charges en personnel. La province du Guipúzcoa ne fut pas épargnée (restructuration de la filière papier, difficultés de certains secteurs de la métallurgie), mais c'est le tissu industrialo-portuaire de la Ría de Bilbao qui fut particulièrement frappé. En quelques mois, toutes les entreprises durent réduire de façon drastique leur personnel et plusieurs dizaines cessèrent leur activité. En 1985, la fermeture des chantiers navals de la société Euskalduna, à quelques centaines de mètres du centre social, culturel et financier de Bilbao, était symbolique. Un véritable traumatisme, réacti-

vé quelques années plus tard par la destruction des hauts fourneaux et des installations de la société Altos Hornos de Vizcaya (AHV) sur les localités suburbaines de Sestao et Baracaldo qui représentaient dans le passé le plus important site industriel de la péninsule et l'orgueil de l'industrie biscayenne. C'était bien la fin du long cycle d'industrialisation débuté plus d'un siècle plus tôt sur ces mêmes rives. L'économie basque pourrait-elle y survivre ? Bien des commentateurs en doutaient dans les années 1983-1987.

En fait, au plus profond de la crise, les éléments de renouveau étaient à l'œuvre. L'insertion dans l'Union européenne et la construction du marché unique, l'ouverture de l'économie mondiale précipitèrent la mutation. Elles offrirent un cadre inédit d'éclosion à l'économie régionale, qui démontra que sa prospérité n'était pas intrinsèquement liée aux liens privilégiés entretenus avec l'État et le marché national. Puis, sur la période 1985-1999, on constate un taux de croissance annuel moyen de 3,6 % (avec une récession sensible en 1993), second des taux de croissance des régions espagnoles, derrière celui de la Navarre. Dès lors, sur quelles bases s'effectua la renaissance de l'économie basque à partir de 1985 ?

On a en fait l'impression d'une forte mobilisation collective. Malgré les conflits, celle-ci paraît être le fait tant des acteurs publics (l'État lorsqu'il s'agit de grandes infrastructures à vocation nationale comme l'aéroport ou le nouveau projet d'avant-port et, avant tout, le gouvernement d'Euskadi ainsi que les trois *diputaciones forales*) que des acteurs privés (patronat et syndicats). Pour tous, il s'agit d'accompagner et de piloter la métamorphose du Pays basque et non de la subir. C'est dire qu'il n'est plus lieu de se lamenter sur la gloire passée – sauf peut-être à céder de temps en temps à la nostalgie¹ –, mais

(1) Comme en témoigne la publication, ces dernières années, de plusieurs ouvrages grand public abondamment illustrés.

au contraire de prendre acte qu'une époque nouvelle est en marche : on ne saurait regretter la démantèlement des installations industrielles les plus massives et les plus polluantes, qui avaient fait disparaître la vie aquatique de bon nombre de cours d'eau du Guipúzcoa et édifié un paysage d'enfer sur la rive gauche de la Ría de Bilbao. La sauvegarde de l'environnement est même devenue une branche économique notable : ainsi, l'association Aclima regroupe soixante-six sociétés se consacrant aux activités industrielles liées à l'environnement, la gestion des déchets, l'épuration de l'eau et la production d'instruments de mesure de la qualité de l'air. En 2001, leurs ventes cumulées, dans et surtout hors du Pays basque, ont atteint 1,2 milliard d'euros.

De même que la société basque avait réussi la révolution industrielle à la fin du 19^e siècle, assurant à ses entreprises une position dominante dans l'espace national, elle sut à nouveau emprunter, à la fin du 20^e siècle, les voies du succès au sein du nouveau système de division internationale du travail, au niveau européen et mondial.

Sans doute l'économie basque est-elle devenue tertiaire : 58 % de la population active était employée dans les services en 1999. Mais ce n'est pas un simple effet mathématique de la diminution du secondaire. L'emploi dans les services publics a crû sensiblement, grâce notamment aux embauches massives de fonctionnaires territoriaux par la communauté autonome basque et les trois autorités provinciales. Cependant, si ces embauches ne furent pas toujours exemptes de préoccupations électoralistes et servirent à atténuer les effets des licenciements industriels, il ne s'agit pas seulement d'un gonflement de la *bureaucracia autonómica* dénoncé par les libéraux espagnols. Il était également nécessaire de rattraper un retard certain d'équipement en services publics dans une région où ces derniers

avaient été largement délaissés durant des décennies au profit de l'industrialisation à outrance.

Dotée de très importantes compétences et des moyens que lui donne le statut d'autonomie négocié avec l'État espagnol, la Communauté autonome basque (CAV) a cofinancé la réalisation d'infrastructures de transports tant à l'échelle régionale ou interurbaine (à Bilbao, les deux lignes métro ont été inaugurées en 1995 et 1999, et le tramway mis en service en 2003) qu'à l'échelle nationale (aménagement de l'aéroport de Sondrika, dont la conception a été confiée à l'architecte « international » basque Santiago Calatrava, et inauguration en 2003 et 2005 des deuxième et troisième quais de l'avant-port de Bilbao).

La société publique pour la reconversion industrielle (SPRI), créée en 1981 par le gouvernement basque, fut conçue non seulement comme un organisme voué à traiter la reconversion des friches industrielles mais surtout, par le biais de sa filiale Sprilur, comme un outil destiné à susciter l'installation de nouvelles entreprises de services et d'entreprises industrielles, notamment étrangères. Jouissant par son statut d'une grande souplesse de gestion, elle a mis en place avec des capitaux privés plusieurs fonds de capital-risque et créé la société d'économie mixte Elkargi.

Des efforts remarquables ont en outre été accomplis par le gouvernement basque, les députations provinciales, et l'État central afin d'améliorer les équipements dans les secteurs de la santé et de l'éducation. La région avait acquis une réputation dans le domaine de la formation de dirigeants d'entreprises (à l'université « commerciale » jésuite de Deusto, fondée en 1903 aux côtés de l'université classique de lettres et sciences) et de techniciens (à l'École pratique de Bilbao créée en 1889). Mais il avait fallu attendre la fin des années 1960 pour que l'État accepte la création d'une université publique de plein exercice offrant toutes les formations. Au cours des années 1970 et 1980 fleurirent les établissements d'enseignement et de forma-

tion supérieurs publics, mixtes et privés, telle l'université polytechnique du groupe coopératif Mondragón. La synergie avec les entreprises fut systématiquement recherchée, comme l'attestent l'implantation et le développement continu du parc technologique de Zamudio.

Cependant, le rétablissement économique du Pays basque, s'il s'est accompli au prix d'une cure d'amaigrissement et de l'abandon des branches les moins performantes (on peut par conséquent parler de désindustrialisation), ne s'est pas fondé sur l'abandon de la tradition industrielle de la région. L'industrie n'a pas disparu : si la part du secteur secondaire dans les emplois a reculé, elle demeure proche de 38 %. En 2001, la sidérurgie employait encore onze mille ouvriers (contre vingt-neuf mille en 1980) et les chantiers navals près de six mille contre dix mille en 1980. Cependant, le nouveau plan social de la société La Naval, présenté en 2004, prévoit la suppression de deux cent cinquante emplois. En outre, si les services représentaient 56,4 % de la population active en 1997, il est nécessaire de tenir compte de l'externalisation de certaines activités. Surtout, une part de la baisse de l'emploi industriel est davantage due à l'augmentation de la productivité du travail qu'à la chute des commandes. L'industrie régionale s'est adaptée aux nouvelles conditions du marché européen et mondial en s'appuyant sur des entreprises plus petites, plus réactives et spécialisées sur des segments de l'offre réclamant une main-d'œuvre de techniciens et d'ouvriers très qualifiés et avec un haut degré de technologie incorporée. Les investissements en recherche-développement – 9 % de l'ensemble des dépenses espagnoles en la matière¹ – ont d'ailleurs permis l'éclosion d'une industrie de l'électronique et

de l'informatique : l'Association des industries des technologies électroniques et informatiques basques regroupe une centaine de sociétés employant plus de cinq mille salariés à la fin de 1999. En 1997, sur une partie de l'ancien site d'Altos Hornos de Vizcaya était implantée par Aceralia, filiale du sidérurgiste luxembourgeois Arbed, une « aciérie compacte », ACB, employant seulement trois cent vingt-six ouvriers et techniciens, mais très hautement qualifiés dans la production d'aciers rares. Davantage que la Biscaye, le Guipúzcoa et son semis d'entreprises très performantes perpétue la tradition industrielle basque. La province a conforté sa spécialisation sur la machine-outil, à partir de l'ancienne spécialisation dans la fabrique d'armes de poing autour de la ville d'Eibar (80 % de la production ibérique). L'électro-métallurgie, et en particulier la spécialisation dans l'électroménager « blanc » de la marque Fagor, demeure un élément fondateur et encore essentiel du groupe coopératif Mondragón, dont la majorité des quarante mille emplois régionaux est encore constituée d'emplois industriels. La province de l'Alava venue à l'industrialisation au cours des années 1955-1965 reste plutôt la terre des implantations étrangères telle Mercedes, attirées par les exemptions fiscales généreusement accordées par le gouvernement basque. Il s'y est ainsi développé un semis assez remarquable de plus de deux cents entreprises liées à l'automobile et aux constructions mécaniques (fonderies, injection plastique, sous-traitances diverses), employant quarante mille personnes et exportant 75 % du chiffre d'affaires dans l'Union européenne.

En fait, le document 4 montre que si l'économie basque fut sensiblement moins extravertie que les économies valencienne, andalouse ou catalane, les statistiques ne permettent pas d'opposer l'ouverture actuelle aux décennies passées. Sous l'Ancien Régime, l'économie basque avait été fondamentalement tournée vers l'extérieur : les marchands de Bilbao exportaient tant la laine

(1) Angeles Diez, Jaime del Castillo et Belén Barroeta, « La política científica y tecnológica en España », in José Mella (dir.), *Economía y política regional en España ante la Europa del siglo XXI*, Madrid, Akal, 1998, p. 508-531.

	Andalousie	Communauté de Valence	Catalogne	Communauté de Madrid	Pays basque	Espagne
1910	23,8	12,8	24,1	0,6	9,2	100
1950	27,8	20,2	30,5	0,7	1,9	100
1985	10,6	19,1	19,1	8,5	12,7	100
1995	8,5	14,1	14,1	9,8	8,9	100

4. Répartition des exportations par région (pourcentage total des exportations espagnoles). (Jordi Maluquer de Motes, « La internacionalización de las regiones españolas. Una aproximación histórica », in *Actes du 6^e Congreso de la Asociación Económica, 9^e sesión : Análisis espacial de la industrialización*, Gérone, 1997)

de Castille que les fers de Biscaye¹. En revanche, aux 19^e et 20^e siècles, une des préoccupations majeures des entrepreneurs de Bilbao et du Guipúzcoa avait été de s'établir sur le marché national.

En 1841, les douanes entre les provinces basques et la Navarre et le reste du royaume avaient été abolies et désormais établies sur la côte et sur la frontière française. Si ce transfert douanier obéissait sans doute à la volonté unificatrice de l'État centralisateur, il répondait également à une revendication des bourgeoisies de Saint-Sébastien et de Bilbao². Il signifiait que la réponse des milieux producteurs et commerçants aux nouvelles conditions économiques et politiques serait la réorientation de l'économie basque vers l'intérieur, sauf dans le cas de l'exportation du minerai de fer. L'entrée sans entrave sur le marché intérieur espagnol compensait la perte des exemptions douanières dont avaient bénéficié jusque-là les producteurs et les consommateurs des trois provinces basques et de la Navarre. La réorientation vers le marché intérieur était l'alternative à la perte de compéti-

tivité des *ferrerías* biscayennes sur les marchés internationaux depuis la fin du 18^e siècle³.

L'articulation avec l'espace national allait également permettre la mobilisation des capitaux disponibles à cette échelle lors du déclenchement de la révolution industrielle biscayenne des années 1880⁴. En même temps, s'effectuait une importante accumulation locale de capitaux grâce, précisément, à l'exportation de fer vers la Grande-Bretagne (près de six millions de tonnes au maximum en 1900, représentant en quasi-totalité la part du Pays basque dans le total des exportations espagnoles), tandis que le fret de retour était constitué du charbon gallois, principal *input* de la sidérurgie intégrée en plein essor sur les rives du Nervión⁵. Au tournant

(3) Rafael Uriarte, *Estructura, desarrollo y crisis de la siderurgia tradicional vizcaína (1700-1840)*, Bilbao, UPV, 1988.

(4) Les investissements du Catalan José Villalonga dans le renouveau de la sidérurgie basque en témoignent : voir Jordi Nadal, *El fracaso de la Revolución Industrial en España*, Barcelone, Ariel, 1975.

(5) Même si le rôle joué par la mine doit être revu à la baisse : à la thèse « classique » de l'accumulation de capitaux grâce aux profits retirés de l'extraction minière défendue par Manuel González Portilla et Manu Montero, Emiliano Fernández de Pinedo a opposé l'ancienneté de l'accumulation fondée sur le commerce et les activités proto-industrielles, et la distinction qu'il convenait d'opérer entre accumulation et investissements. Antonio Escudero a magistralement montré combien les bénéficiaires miniers avaient été inférieurs et plus tardifs que ce que l'on admettait et surtout qu'ils n'avaient pas été systématiquement investis dans l'industrialisation locale. En revanche, il a mis en lumière la part des autres secteurs industriels et l'implication des classes moyennes dans l'investissement

(1) Jean-Philippe Priotti, *Bilbao et ses marchands au XVI^e siècle. Genèse d'une croissance*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2004.

(2) Emiliano Fernández de Pinedo, « Burguesía comercial autóctona, proteccionismo e industrialización en el País Vasco en el siglo XIX », in Menno Vellina et Mario Cenutti (dir.), *Burguesías e industria en América Latina y Europa meridional*, Madrid, Alianza, 1989, p. 203-229.

du siècle, l'économie basque – nettement moins dépendante des investissements étrangers que les autres économies régionales espagnoles, malgré les investissements britanniques et dans une moindre mesure franco-belge dans l'extraction minière¹ –, participait bien d'une économie internationale, fût-ce en position « semi-périphérique² ».

Parallèlement, conserver la maîtrise de l'espace économique national fut une préoccupation constante des industriels et capitalistes biscayens. L'un des moyens privilégiés fut l'obtention, dès le début du 20^e siècle, de tarifs protectionnistes élevés³. L'articulation au marché national s'est cependant affermie par la suite, jusqu'à transformer le territoire national en marché non seulement réservé mais aussi exclusif pour les entreprises oligopolistiques biscayennes, d'où l'extrême faiblesse des exportations bas-

ques en 1950. C'est une conséquence des choix autarciques du franquisme, comme l'a dénoncé l'historiographie espagnole⁴, mais aussi, dans une certaine mesure, un effet à moyen terme des mutations techniques et commerciales de l'économie internationale de l'acier à partir des années 1910, alors qu'une certaine « mystique de la production d'acier » continuait de fonder tout projet d'industrialisation.

À partir des années 1960, en revanche, sous les effets de l'ouverture relative de l'économie espagnole, le grand capitalisme biscayen vécut de plus en plus sous perfusion financière des pouvoirs publics et à l'abri également de tarifs douaniers – maintenus dans le cadre d'une ouverture qui demeurerait relative et qui concernait davantage les marchés des capitaux et du travail et les devises que les produits industriels. Pour autant, on l'a dit, l'industrialisation s'intensifia, au prix de forts déséquilibres. Sans doute les échanges du Pays basque avec le reste de l'Espagne présentaient un très large excédent (plus de soixante-dix milliards de pesetas en 1973)⁵, tandis que ceux avec l'étranger os-

industriel : Manuel González Portilla, *La formación de la sociedad capitalista en el País Vasco 1876-1913*, Saint-Sébastien, Harramburu, 1981 ; Manu Montero, *La California del hierro. La minas y la modernización económica y social de Vizcaya*, Bilbao, Beitia, 1995 ; Emiliano Fernández de Pinedo, « Burguesía comercial autóctona, proteccionismo e industrialización del País vasco », *op. cit.* ; Antonio Escudero, « Minería y industrialización de Vizcaya : objeciones a una teoría tradicional », in Emiliano Fernández de Pinedo et José Luis Hernández Marco, *La industrialización del norte de España*, Barcelone, Crítica, 1988 ; *id.*, « Capital minero y formación de capital en Vizcaya », in Jordi Nadal et Albert Carreras (dir.), *Pautas regionales de la industrialización española*, Barcelone, Ariel, 1990, p. 106-124 ; et, surtout, Antonio Escudero, *Minería e industrialización*, Barcelone, Crítica, 1999.

(1) Albert Broder, « Le rôle des intérêts étrangers dans la croissance de l'Espagne, 1780-1913 », thèse de doctorat d'État, université Paris-X, 1981 ; Gérard Chastagnaret, *L'Espagne, puissance minière dans l'Europe du XIX^e siècle*, Madrid, Casa de Velazquez, 2000.

(2) Ivan T. Berend et György Ranki, *The European Periphery and Industrialization 1780-1914*, Cambridge/Paris/Budapest, Cambridge University Press/Éd. de la MSH/Akadémiai Kiadó, 1982. L'ouvrage présente cependant l'inconvénient d'analyser uniquement des économies nationales et de ne pas bien cerner la spécificité de l'économie basque, à la fois complètement insérée dans l'économie espagnole mais possédant des traits structuraux et des dynamiques de développement différents.

(3) Pour une mise au point en français, voir Alexandre Fernandez, « Théorie et pratiques du protectionnisme à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle en Espagne : l'action de l'industriel et publiciste basque Pablo de Alzola », in Bertrand Blancheton et Hubert Bonin (dir.), *Mélanges en hommage à Jean-Charles Asselain*, à paraître.

(4) La production historique sur la période s'est considérablement enrichie depuis Manuel Jesús González, *La economía política del franquismo (1940-1970). Dirigismo, mercado y planificación*, Madrid, Tecnos, 1979. Parmi les dernières synthèses, voir Carlos Barciela et al., *La España de Franco. Economía*, Madrid, Síntesis, 2001. Si tous les auteurs s'accordent pour souligner le caractère néfaste de l'autarcie, bien des controverses (notamment entre Francisco Comín et Antonio Gómez Mendoza) demeurent sur l'appréciation des responsabilités politiques, sur la place laissée au secteur privé et sur les bénéfices des entrepreneurs durant la période (voir récemment Gliercio Sánchez Recio et Julio Tascón Fernández (dir.), *Los empresarios de Franco. Política y economía en España 1936-1957*, Barcelone, Crítica, 2003). Pour un éclairage comparatif entre les *holdings* d'État italienne et espagnole, voir Jean-Charles Asselain, « L'Institut per la Ricostruzione Industriale à travers le miroir de l'Institut Nacional de Industria », in Christophe Bouneau et Alexandre Fernandez (dir.), *L'Entreprise publique en France et en Espagne du XVIII^e siècle au milieu du XX^e siècle. Environnement, formes et stratégies*, Pessac, Éd. de la MSH d'Aquitaine, 2004, p. 309-326.

(5) Milagros Garcia Crespo, Roberto Velasco Barroetabena et Arantza Mendizabal Gorostiaga, *La economía vasca durante el franquismo. Crecimiento y crisis de la economía vasca 1936-1980*, Bilbao, Gran Enciclopedia Vasca, 1981, p. 279.

cillaient autour de l'équilibre. En 1972, 56,5 % de la production basque trouvaient ses débouchés hors de la région : 48,3 % étaient acheminés vers les autres provinces espagnoles, tandis que seulement 8,2 % étaient destinés à l'étranger. En 1985, l'exportation avait crû de sept points (64,4 %), les exportations augmentant plus nettement que les mouvements vers les autres provinces pour finalement représenter près de 20 %. L'économie du Guipúzcoa présentait une balance commerciale – et *a fortiori* une balance des paiements (un effet du tourisme littoral autour de Saint-Sébastien) – avec l'étranger excédentaire, tout comme à un moindre degré l'économie alavaise. La Biscaye ne pouvait néanmoins se défaire de son déficit commercial structurel, malgré une hausse continue des exportations (constructions navales notamment), compte tenu de la nature même de son tissu industriel. Cependant, il semblerait que le minerai, le pétrole et autres *inputs* nécessaires à l'industrie lourde de Biscaye n'expliquent que moins de la moitié du taux élevé d'importations, taux maintenu jusqu'au milieu des années 1980 (document 5). En d'autres termes, l'ouverture générale de l'économie basque était pour moitié indépendante du sort de l'industrie lourde. Passé le choc du démantèlement de cette dernière, qui mécaniquement fit chuter les importations les plus massives, demeuraient toutefois des branches nombreuses du secteur industriel devant trouver leurs places dans les échanges internationaux.

L'intégration de l'économie basque dans le marché communautaire européen en 1986 provoqua un changement profond des paramètres qui régissaient jusque-là les échanges. La disparition des barrières douanières avec l'Europe et la baisse spectaculaire des droits vis-à-vis des autres pays du monde ôtaient la protection dont avaient joui les entreprises basques depuis près d'un siècle. Le changement était d'autant plus important qu'intervenaient simultanément la réforme fiscale (l'IVA, à peu près équivalente de la TVA française), la nécessité de se conformer aux normes communautaires de production et de distribution, et le contrôle sur les pratiques d'entente, soit des contraintes nouvelles dont il fallait s'accommoder.

Par ailleurs, l'entrée de la peseta dans le système monétaire européen en 1989, avec une parité trop élevée alors que l'on ne parvenait pas à stabiliser les prix et les salaires, aggrava la baisse de compétitivité de l'industrie régionale, au moins jusqu'aux dévaluations successives du début des années 1990. Ceci explique la diminution de moitié de la part des exportations entre 1986 et 1990 dans le ratio importations/exportations, alors même que la valeur des échanges avec l'extérieur diminuait sensiblement par rapport au produit intérieur régional. En 1996, un rapport présenté par la Caja Laboral, l'organisme financier du groupe Mondragón, indiquait que les importations ne représentaient plus que 33 % de la demande intérieure du Pays basque contre 42 % en 1980 et les exporta-

	1985	1987	1991	1993	1995	1997	1999
Pays basque	70	40	38	38	45	48	53
Espagne	33	28	29	32	35		

5. Évolution du taux d'ouverture (exportation et importation/valeur ajoutée brute) des économies basque et espagnole. (Fundación BBV, *Capitalización y crecimiento de la economía vasca, 1955-1995*, Bilbao, Fundación BBV, 1997 ; et Ramon Tamames, *Estructura de la economía española*, Madrid, Alianza Editorial, 24^e éd. 2000)

tions avaient réduit leur part par rapport à la production régionale de 45 % à 34 %. Une évolution qui faisait dire à l'un des économistes de l'Institut basque de statistiques (Eustat) que, durant la période 1980-1995, non seulement il n'était pas certain que l'économie basque eût procédé à son ouverture, mais qu'il semblait même possible de parler de fermeture relative ¹ ! Il convient cependant de nuancer cette assertion. En effet, en prix constants de 1990, l'analyse fait bien apparaître une fermeture globale de l'économie basque après 1985 (due pour l'essentiel à la baisse des exportations industrielles traditionnelles vers le reste de la péninsule), mais elle révèle également une progression constante des échanges avec le reste du monde (document 6).

La dynamique des échanges se modifiait, une fois éliminées les entreprises oligopolistiques les plus liées au marché national ². Dopées par les dévaluations compétitives de la peseta, les entreprises industrielles basques survivantes, fortes de

très appréciables gains de compétitivité et tournées vers les marchés extérieurs, furent celles qui obtinrent les meilleurs résultats. L'industrie restait une spécialité exportatrice, avec une spécialisation par branche dans l'acier sans soudure, les machines-outils (56 % des *outputs* de la branche sont exportés dans l'Union européenne), notamment les fraiseuses et appareils automatisés pour l'industrie automobile, les plastiques, l'électroménager « blanc » avec la progression mondiale continue de la marque Fagor (d'une manière globale, 24 % de la production industrielle du groupe Mondragón est vendue à l'étranger).

Présents de longue date au Pays basque tant par les marchandises vendues que par les implantations industrielles (Michelin, Mercedes), la France et l'Allemagne demeurent en 2002 les principaux partenaires commerciaux ³, bien que les investissements néerlandais – industriels et surtout financiers il est vrai – aient pris la première place à la bourse de Bilbao. L'Amé-

	1980	1985	1990	1992	1993	1995
Pays basque						
Taux de pénétration	13,6	13,5	10,7	9,7	9,6	10,7
Propension à l'exportation	11,5	13	10,4	10,6	12	14,1
Reste de l'État						
Taux de pénétration (sauf tourisme)	6,8	8,4	7	8,6	9	9,2
Propension à l'exportation (sauf tourisme)	9,5	8,9	7,5	8	8,9	10,4

6. Taux de pénétration et propension à l'exportation avec l'étranger (prix courants).

Source : EUSTAT, 1996.

(1) Juan Antonio Muguruza, « El comercio exterior de la economía vasca (1980-1995) », *Ekonomiaz*, 36 (3), 1996, p. 161.

(2) Maria Kovesdi Mizda, « Tendencias recientes y perspectivas del comercio internacional del País Vasco », *Economía*, 36 (3), 1996, p. 191-199.

(3) Instituto Vasco de Estadísticas, *Eustat : Ranking de las exportaciones de la CA de Euskadi por países*, <http://www.eustat.es/elem/ele>, 12/06/2003.

rique latine demeure un client de l'industrie basque au même titre que les nouveaux marchés de l'Europe orientale. Cependant, en direction de cette zone est-européenne, comme en direction des marchés asiatiques et d'Afrique du Nord, la stratégie des entreprises basques consiste davantage à créer des unités de production sur place : en 2002, Mondragón a implanté deux usines en Pologne, une en République tchèque et une à Shanghai¹.

Ce sont sans doute autant de preuve d'un dynamisme retrouvé après les années de crise profonde. Cet essor du capitalisme basque fut manifeste au début des années 1990 lors des spectaculaires fusions dans deux des trois domaines qui avaient historiquement fondé sa puissance un siècle plus tôt. Iberduero, née elle-même en 1944 de la fusion de Hidroeléctrica Ibérica et Saltos del Duero, fusionnait avec Hidroeléctrica Española pour former Iberdrola, pilier du marché oligopolistique de l'électricité dans la péninsule et particulièrement actif, sinon agressif, sur les nouveaux marchés latino-américains nés des privatisations dans le secteur énergétique. Dans le domaine bancaire, après la fusion de la Banco de Bilbao et la Banco de Vizcaya, le groupe absorba l'ex-banque publique Argentaria pour former BBVA, une des principales banques privées de l'Union européenne, présente sur quasi tous les segments de l'économie financière, et peut-être la première en Amérique latine. Dynamisme aussi de l'économie de « troisième voie », également traditionnelle au Pays basque, et dont témoigne l'extraordinaire réussite du groupe coopératif Mondragón (industries, caisse d'épargne et de crédit Caja Laboral, société de grande distribution Eroski, mutuelles d'assurances, etc.). En 2002, Fagor a repris 6/7^e des actifs de Brandt en France, tandis que les caisses d'épargne de Biscaye et du Guipúzcoa poursuivent

leur ascension en s'essayant à une stratégie d'implantation hors de la région et même au-delà des frontières nationales – la caisse du Guipúzcoa, par exemple, vient d'ouvrir une nouvelle succursale française à Bordeaux.

Sous les effets conjugués de la crise et du démantèlement de l'industrie lourde, de la tertiarisation et de l'ouverture des marchés de biens et de services, l'économie basque s'est métamorphosée. Malgré la disparition des anciens piliers industriels, l'Euskadi (2 082 587 habitants en 2001, 872 000 actifs, dont 61 % dans les services et 30 % dans l'industrie) s'est relativement bien adaptée aux conditions matérielles et institutionnelles du marché concurrentiel européen. À un système de production et d'échanges fondé sur deux ou trois produits et très lié au système technique de l'acier et à la logique économique et spatiale des bassins industriels s'est substitué un nouveau « paradigme² » reposant sur les synergies interterritoriales et la diffusion de l'innovation³. Pour autant, l'adaptation ne s'est pas faite en fonction de la recherche d'une *tabula rasa* sur laquelle reconstruire et de la seule introduction de procédés et modèles éprouvés ailleurs. On doit toujours se méfier des effets d'optique qui paraissent donner une cohérence programmatique à ce qui bien souvent résulte de la conjonction heureuse de facteurs distincts. Cependant, ici, une fois débarrassé de certains héritages encombrants, il semble qu'on se soit appuyé sur certains des caractères sociaux et économiques régionaux pour hisser à nouveau le Pays basque aux premiers rangs de la modernité économique. Dans

(2) René Leboutte, *op. cit.*, p. 441 sq.

(3) Christophe Bouneau et Yannick Lung (dir.), *Les Logiques spatiales de l'innovation*, Pessac, Éd. de la MSH d'Aquitaine, à paraître.

(1) *La lettre d'Euskadi*, 59, juillet 2002.

la division internationale du travail et dans la géographie des échanges matériels et immatériels, la région a bénéficié d'une longue tradition de qualification de la main-d'œuvre et d'un important effort en recherche-développement des acteurs privés et publics. Elle a ainsi pu développer un certain type « d'externalités¹ » issues de ses anciennes spécialisations (ainsi des aciers spéciaux et des machines-outils d'une part, des services et technologies de l'information pour entreprises industrielles d'autre part),

tandis que le port de Bilbao, rompant avec sa surspécialisation, est en train de devenir le premier emporium du golfe de Gascogne².

Professeur d'histoire contemporaine à l'université Bordeaux-III, **Alexandre Fernandez** a récemment publié *Villes, services publics, entreprises, France-Espagne, XIX^e-XX^e siècles* (Éd. de la MSH d'Aquitaine, 2006) et dirigé, avec Christophe Bouneau, *L'Entreprise publique en France et en Espagne, de la fin du XVIII^e siècle au milieu du XX^e siècle* (Éd. de la MSH d'Aquitaine, 2004). (alex.fernandez@libertysurf.fr)

(1) Jordi Catalan, *op. cit.*, p. 222.

(2) Selon les aspirations de certains dirigeants que nous avons rencontrés, il s'agit de détourner une partie des trafics internationaux passant la Manche au profit de Bilbao qui organiserait les échanges de marchandises avec l'Europe rhénane, *via* la complémentarité des ports, gares, aéroports et zones de fret autoroutier de Bayonne et Bordeaux.